

## Message du SNJC à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse

Chers camarades membres du Syndicat national des journalistes du Cameroun (SNJC),

A l'occasion de la célébration de l'édition 2019 de la Journée mondiale de la liberté de la presse, toutes les sections du SNJC ont organisé des manifestations en région, pour marquer de leur empreinte, la marche de notre peuple et de notre presse vers la liberté.

Nous insistons sur la communauté d'intérêt entre le public et les travailleurs des médias, parce que notre position professionnelle, notre position, nous placent au cœur de la vie de notre société, de notre pays.

Cette année, l'Unesco a choisi pour thème de la célébration, « Les médias pour la démocratie : le journalisme et les élections en période de désinformation ». Ce thème nous interpelle en tant que professionnels des médias, sur notre rôle dans la construction et la consolidation de la démocratie. Ce rôle est d'autant plus important que le travail des journalistes permet aux citoyens de construire leur opinion et aide les autorités institutionnelles à prendre les bonnes décisions.

Malheureusement, la presse camerounaise est la cible de violentes attaques du gouvernement. Des journalistes sont agressés, attaqués, interpellés, incarcérés, emprisonnés. Un gouvernement qui ne respecte pas la liberté de la presse et la liberté des journalistes est un gouvernement agressif.

Lors de l'élection présidentielle d'octobre 2018, le gouvernement a organisé un black-out sur la couverture médiatique, en interdisant aux organes de presse de publier les résultats des élections tels que proclamés dans chaque bureau de vote. Ceci en violation de la loi.

S'agissant de la crise sécuritaire dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, les journalistes sont tacitement bannis de couverture. Et ceux qui s'y rendent courent le risque soit d'être enlevé soit d'être tué.

Comme par le passé, le Conseil national de la Communication, organe de censure et de répression au service du pouvoir en place, a continué d'intimider les journalistes et les organes de presse, à travers des sanctions fantaisistes et complaisantes. Dans les faits, le CNC est devenu une salle de rédaction où le gouvernement cherche à imposer sa volonté à toute la presse.

Une fois encore, le SNJC affirme qu'il ne reconnaît aucune autorité et aucune légitimité au CNC. Idem pour la Commission nationale de délivrance de la carte de presse. Cette commission est morte de sa propre mort et le SNJC s'en réjouit.

Le SNJC place la sécurité et la protection des journalistes au centre de toutes ses activités. Avec un accent particulier sur la protection des femmes journalistes et de la femme tout court.

Les journalistes doivent être protégés contre les patrons de presse esclavagistes, qui ne payent ni salaire ni sécurité sociale, et qui transforment les entreprises en centrales de recyclage et de recel de la corruption politico-financière. Les journalistes doivent être libres et à l'abri de toute sorte de clientélisme.

Les journalistes doivent être protégés contre les assauts répétés des prédateurs étatiques et non-étatiques.

Les journalistes doivent surtout s'abstenir de relayer les discours de haine et de division. Ils doivent être des acteurs de paix et de cohésion sociale, en se tenant à bonne distance des manœuvres de toutes sortes ainsi que des vagues de manipulation orchestrées ici et là.

Nous, journalistes, membres du SNJC, devons être le thermomètre de cette société qui bouge, ce pays qui souffre de maux violents dont la culture de l'opacité, l'absence de transparence et la volonté d'imposer des choix au peuple.

En 2019, nous rendons un vibrant hommage aux femmes et aux hommes des médias qui travaillent pour la liberté d'expression et le droit de notre peuple à une information de qualité. Par la même occasion, le SNJC met en garde tous les journalistes qui éprouvent un malin plaisir à violer les règles d'éthique et de déontologie.

Aujourd'hui, le SNJC demande la libération de tous les journalistes emprisonnés au Cameroun et l'abandon de toutes les charges contre ceux qui sont actuellement poursuivis devant les tribunaux.

Vive la liberté de la presse !

Vive le SNJC !

Vive le Cameroun !

Pour le Bureau exécutif national

Denis Nkwebo, président du SNJC

## Message from the CJTU on the occasion of World Press Freedom Day

Dear comrades members of the Cameroon Journalists' Trade Union (CJTU),  
On the occasion of the celebration of the 2019 edition of the World Press Freedom Day, all chapters of the CJTU organized demonstrations in the region, to contribute their own share to the march of our people and our press towards freedom.

We insist on the community of interest between the public and media workers, because our professional position, our position, puts us at the heart of the life of our society, of our country.

This year, Unesco chose the theme of the celebration, "Media for Democracy: Journalism and Elections in Times of Misinformation". This theme challenges us as media professionals on our role in building and consolidating democracy. This role is all the more important because the work of journalists enables citizens to build their opinion and helps the institutional authorities to make the right decisions.

Unfortunately, the Cameroonian press is the target of violent attacks by the government. Journalists are attacked, harassed, arrested, jailed. A government that does not respect the freedom of the press and the freedom of journalists is an aggressive government.

In the presidential election of October 2018, the government staged a blackout on media coverage, banning media outlets from publishing election results as proclaimed in each polling station. This in violation of the law.

Regarding the security crisis in the North-West and South West-regions, journalists are tacitly banned from coverage. And those who go there run the risk of being kidnapped or killed.

As in the past, the National Communication Council, an organ of censorship and repression at the service of the ruling power, continued to intimidate journalists and media outlets, through fanciful and compliant sanctions. In fact, the NCC has become a newsroom where the government tries to impose its will on the press.

Once again, the CJTU states that it does not recognize any authority or legitimacy of the NCC. Ditto for the National Commission issuing the press card. This commission died of his own death and the CJTU rejoices.

The CJTU places the safety and protection of journalists at the center of all its activities. With particular emphasis on the protection of women journalists and the woman at large.

Journalists must be protected against press owners, who pay neither wages nor social security, and who turn companies into recycling and receiving centers for political and financial corruption. Journalists must be free and safe from any kind of patronage.

Journalists must be protected against repeated attacks by state and non-state predators.

Journalists must especially refrain from relaying hate speech and division. They must be actors of peace and social cohesion, keeping a safe distance from maneuvers of all kinds as well as waves of manipulation orchestrated here and there.

We, journalists, members of the CJTU, must be the thermometer of this society that moves, this country that suffers from violent evils whose culture is opacity, lack of transparency and willingness to impose choices on the people.

In 2019, we pay tribute to the women and men of the media who work for freedom of expression and the right of our people to quality information. At the same time, the CJTU warns all journalists who have a malicious pleasure to violate the rules of ethics and deontology.

Today, the CJTU calls for the release of all journalists jailed in Cameroon and the end of all charges against those currently being prosecuted.

Long live the freedom of the press!

Long live the CJTU!

Long live Cameroon!

For the National Executive Bureau  
Denis Nkwebo, President of CJTU